

"Résistance nationale contre le complot du plan Schuman" dans Tägliche Rundschau (6 avril 1951)

Légende: Le 6 avril 1951, le quotidien de Berlin-Est, Tägliche Rundschau, condamne le plan Schuman et critique le gouvernement ouest-allemand favorable à la mise en commun des productions européennes du charbon et de l'acier.

Source: Tägliche Rundschau. Zeitung für Politik, Wirtschaft und Kultur. 06.04.1951, Nr. 80 (1803); 7. Jg. Berlin NO: Tägliche Rundschau. "Nationaler Widerstand gegen das Komplott des Schuman-Plans", p. 1.

Copyright: (c) Traduction CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.
Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL:

http://www.cvce.eu/obj/resistance_nationale_contre_le_complot_du_plan_schuman_dans_tagliche_rundschau_6_avril_1951-fr-eofa384f-cab8-46da-bec8-82176cfd922a.html



Date de dernière mise à jour: 06/07/2016

Déclaration du Conseil des ministres de la RDA

Résistance nationale contre le complot du Plan Schuman

Berlin (TR). Lors de la séance du Conseil des ministres d'aujourd'hui, le gouvernement de la RDA a donné la déclaration suivante sur le Plan Schuman:

Le 19 mars 1951, le représentant du gouvernement Adenauer et les représentants des gouvernements français, belge, luxembourgeois, néerlandais et italien ont paraphé le projet de traité sur le Plan Schuman. Par ce contrat, on créera une Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA) qui dominera l'entière exploitation du charbon ainsi que les industries sidérurgiques et les aciéries de ces pays.

Le projet de traité prévoit explicitement que les gouvernements des pays membres du Plan Schuman renoncent à leur souveraineté sur l'exploitation du charbon, sur les industries sidérurgiques et les aciéries. La Ruhr, cœur industriel de l'Allemagne, est arrachée à la vie économique de notre patrie. On voudrait priver notre peuple de ses droits de dispositions nationaux sur cette région d'intérêt vital. En faisant cela, on pousse à l'extrême la politique d'arrachement de la région industrielle du Rhin et de la Ruhr, politique qui a commencé avec le statut de la Ruhr. Une révision ou une suppression du statut de la Ruhr, promesse faite par les Etats-Unis à Adenauer, ne peut être interprétée par le peuple allemand que comme une grossière erreur, si elle a lieu en même temps que la réalisation du Plan Schuman.

Une usine américaine d'armement en Europe occidentale

L'unification de l'industrie du charbon et de l'acier par le Plan Schuman est la réalisation du plan américain de créer une usine d'armement en Europe occidentale. Cette unification poursuit le but d'accélérer la remilitarisation de l'Allemagne de l'Ouest et de créer, en Europe, une base pour l'économie de guerre du bloc agressif de l'Atlantique Nord. Le traité de réalisation du Plan Schuman constitue une violation grossière de l'accord de Potsdam qui prévoit la création d'une Allemagne unitaire, démocratique et démilitarisée. C'est un complot entre les impérialistes américains et les impérialistes des pays du Plan Schuman, en particulier les propriétaires des grands monopoles d'Allemagne de l'Ouest, complot dirigé contre la paix et la sécurité des peuples.

Le projet de traité du Plan Schuman prévoit ce qui est appelé une «Haute Autorité», qui sera composée des représentants des plus grands monopoles. Cette «Haute Autorité», constituée afin de créer une base matérielle pour préparer la guerre, est dotée du pouvoir de fixer le volume des extractions de charbon et des productions sidérurgiques, de répartir les matières premières, de régler les marchés et le commerce extérieur ainsi que les régimes d'emprunt, de crédit et d'investissement de l'industrie lourde et de dicter les prix pour le charbon, le fer et l'acier.

Le transfert de ces droits à la «Haute Autorité» de la CECA signifie que l'entrée en vigueur du Traité du Plan Schuman arrache au peuple allemand des droits inaliénables. Le Plan Schuman enlève au peuple allemand le droit de décider, dans son intérêt national, de la production et de l'utilisation non seulement du charbon et des produits sidérurgiques, mais aussi des autres industries, puisque celles-ci dépendent inévitablement de l'industrie lourde, qui constitue la base vitale de l'économie.

La «Haute Autorité» de la CECA sera un instrument entre les mains du capital agressif des Etats-Unis, étant donné que cette communauté de l'industrie lourde, ainsi qu'il ressort du traité lui-même, dépend entièrement de l'impérialisme des Etats-Unis pour ce qui est des crédits et des principales sources de matières premières qui sont entièrement sous contrôle américain.

Adenauer soutient le pillage du peuple allemand

Le gouvernement Adenauer a approuvé le projet de traité. Il est même disposé à signer le texte définitif du traité du Plan Schuman. Par ce complot avec les impérialistes américains, Adenauer veut de nouveau redresser et renforcer les monopoles de l'Allemagne de l'Ouest et leur assurer une grande partie du marché

de l'armement en Europe, en foulant ainsi aux pieds les intérêts de la majorité du peuple allemand.

La participation au Plan Schuman est jusqu'à présent la mesure la plus grave et la plus lourde en conséquences prise par le gouvernement Adenauer et menant à la division de l'Allemagne, à la remilitarisation de l'Allemagne de l'Ouest et à la transformation de cette dernière en un nouveau théâtre des hostilités.

Le gouvernement de la République démocratique allemande explique, au nom du peuple allemand tout entier, que Adenauer et son gouvernement ont commis une nouvelle infâme trahison envers les intérêts vitaux de la nation allemande, et cela sur l'ordre des magnats du charbon, de la sidérurgie et de l'acier de la Ruhr. Cette clique est entièrement responsable de ce crime devant le peuple allemand.

Il est à présent clair pourquoi Adenauer s'est empressé de cette façon de reconnaître les dettes allemandes d'avant-guerre ainsi que la nouvelle dette extérieure de l'Allemagne de l'Ouest. C'était nécessaire pour permettre le Plan Schuman qui vise à redresser l'industrie d'armement ouest-allemande à l'aide des nouveaux emprunts américains.

La dite révision du statut d'occupation est directement liée à la préparation du Plan Schuman. L'impérialisme américain a la bienveillance de permettre au gouvernement de Bonn de créer un soi-disant ministère des Affaires étrangères, afin que Adenauer puisse signer le traité du Plan Schuman en tant que «ministre des Affaires étrangères», c'est-à-dire qu'il puisse accomplir ce nouvel acte de trahison. En revanche, on n'a pas effectué le moindre changement aux dispositions fondamentales du statut d'occupation, dispositions si humiliantes pour le peuple allemand.

La dictature des monopoleurs d'Allemagne de l'Ouest

Le traité du Plan Schuman établit la domination oligarchique d'une poignée de magnats de la finance sur l'économie ouest-allemande. Il représente le dictateur des monopoleurs ouest-allemands qui complot avec son pilleur de partenaire aîné, l'impérialisme américain. Il aura pour conséquence une transition accélérée de l'économie de l'Allemagne de l'Ouest vers une économie de guerre et une dégradation rapide des industries de biens publics. Le Plan Schuman apportera de nouvelles et horribles privations aux travailleurs, fermiers et employés ouest-allemands. Pour grand nombre d'ouvriers de petites et moyennes entreprises cela signifiera la ruine. Ce qui est frappant, c'est que le jour de la publication du projet du Plan Schuman le haut-commissaire américain en Allemagne de l'Ouest, M. Mc Cloy, a exigé du gouvernement de Bonn qu'il réduise la production de biens de consommation publics, afin d'augmenter la production de biens d'armements exportables.

L'activation du Plan Schuman signifie: du charbon pour l'armement et non pour les maisons, de l'acier pour les canons, les chars d'assaut et les obus et non pour les machines textiles, les socs de charrues et la construction de logements!

Le transfert de la souveraineté nationale à ces messieurs de la CECA et l'attribution de droits illimités à la Haute Autorité, ce super monopole, vont encore renforcer la réaction de colère contre la population active de l'Allemagne de l'Ouest et de Berlin Ouest. Le Plan Schuman est une attaque générale contre la journée de huit heures et contre le salaire ainsi que contre la liberté des travailleurs et tous les autres droits politiques et sociaux du peuple actif. Le premier et plus dur coup est donné aux droits d'organisation syndicaux et autres organisations pour les personnes actives. Afin de garantir la double exploitation des travailleurs de l'Allemagne de l'Ouest et de Berlin-Ouest, par les monopoleurs nationaux et internationaux, les droits de cogestion des travailleurs et du personnel seront supprimés. Le transfert obligatoire des personnes actives de l'industrie de la paix vers l'industrie de la guerre en résultera.

Le gouvernement Adenauer s'est toujours empressé de servir les intérêts et les souhaits des instigateurs de guerre anglo-américains. Il obéit à toutes les exigences des magnats allemands du charbon et de l'acier. Mais il trahit et vend les intérêts du peuple allemand sur toute la ligne.

Adenauer vend même la région de la Sarre

Adenauer et sa clique ont même trahi et vendu la région de la Sarre allemande. Le Plan Schuman vise également l'industrie lourde de la Sarre. Le représentant français a signé d'un trait, au nom de la France et de la région de la Sarre. De cette façon, le Plan Schuman permet d'arracher la région de la Ruhr à l'Allemagne et en même temps de confirmer l'annexion de la région de la Sarre. En signant le Plan Schuman, le gouvernement de Bonn a tacitement reconnu cette annexion.

Le gouvernement de la République démocratique allemande constate que les accords de Potsdam, signés en commun par les quatre grandes puissances, reconnaissent clairement la région de la Sarre comme territoire allemand et la considèrent comme constituant inséparable de l'Allemagne de l'Est et de l'Ouest. Il répète sa déclaration du 13 mars 1950, que «le peuple allemand ne reconnaît et ne reconnaîtra jamais le détachement de la région de la Sarre de l'Allemagne et l'annexion de cette région par l'impérialisme français.»

Le fait que le représentant du gouvernement de Bonn ait paraphé le projet du traité sur le Plan Schuman nous montre encore une fois, qu'en exécutant les ordres des impérialistes ouest-allemands, le gouvernement ne s'efforçait pas uniquement d'empêcher la réunification allemande sur la base de la paix et de la démocratie, mais qu'il essayait aussi par tous les moyens de creuser davantage la division au sein de notre patrie allemande. Cette précipitation pour parapher le projet de traité du Plan Schuman, qui a précisément eu lieu pendant la conférence préliminaire des quatre puissances à Paris, révèle les efforts faits par le gouvernement Adenauer et par ses mandataires pour saboter la conférence prévue du Conseil des Affaires étrangères des quatre grandes puissances pour traiter la question allemande.

Le gouvernement Adenauer s'est engagé sur la voie qui mène à la remilitarisation de l'Allemagne de l'Ouest et à l'introduction de celle-ci dans le système agressif d'alliance militaire et économique de l'impérialisme américain, la voie de la transformation de l'Allemagne en un théâtre des hostilités. Ainsi, le peuple allemand risque de connaître une nouvelle et imprévisible catastrophe nationale.

La RDA refuse catégoriquement le Plan Schuman

Le gouvernement de la République démocratique allemande, guidé par les intérêts nationaux du peuple allemand tout entier, condamne avec la plus grande fermeté la politique du gouvernement Adenauer et refuse catégoriquement le Plan Schuman. Le Plan Schuman est voué à l'échec, car il est contraire aux intérêts vitaux non seulement du peuple allemand, mais aussi du peuple français, du peuple italien et de tous les autres peuples européens. Les Allemands de l'Est et de l'Ouest se donnent la main et tendent la main aussi à tous les peuples européens épris de paix pour lutter ensemble contre ce complot des instigateurs de guerre impérialistes.

Le gouvernement de la République démocratique allemande se félicite des décisions de la Conférence des travailleurs européens contre la remilitarisation de l'Allemagne de l'Ouest. Il appuiera de toutes ses forces chaque initiative de l'unité d'action nationale et internationale contre le Plan Schuman.

Il appelle tous les Allemands épris de paix et conscients de leur appartenance nationale à s'unir dans une lutte nationale contre le complot des monopolistes dans le pays et à l'étranger, à combattre énergiquement pour la conclusion, dès 1951, d'un traité de paix démocratique avec l'Allemagne et à écarter ainsi le danger menaçant d'une nouvelle guerre mondiale.

Ce n'est que dans l'unité de l'Allemagne, sur une base démocratique, dans la coopération amicale avec tous les peuples épris de paix, que réside l'avenir du peuple allemand.